



La Commune



Quand la municipalité expulse

Conseiller municipal : Daniel Petri | Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Jeudi 3 mai, deux familles de salariés de la cité des Alouettes ont été expulsées manu militari de leur logement, sur ordre de la municipalité qui dirige l'Office HLM OHSA. Le soir même, l'une des deux familles n'a pas eu d'autre choix que de dormir dans le square du centre-ville. Le lendemain, des voisins, des jeunes ont manifesté devant la mairie. La mobilisation continue pour le relogement de ces familles par la solidarité. Nous publions ci-dessous le tract du comité de soutien aux familles et un article paru dans *Le Parisien* du 5 mai.

Solidarité avec les deux familles expulsées de la cité des Alouettes !

Depuis le 3 mai, deux familles des Alouettes sont à la rue. Elles ont été froidement expulsées de leur domicile par la police, sur ordre de l'Office OHSA. Le soir même, l'une de ces deux familles a dû dormir dehors, après avoir été chassée de la mairie où elle avait demandé de l'aide. Les autorités ont donc laissé à la rue des enfants en bas âge dont un nourrisson de 5 mois !

Ce n'est que le lendemain qu'elles ont été placées dans un hôtel par les services sociaux départementaux mais leur séjour à l'hôtel prend fin mercredi matin.

Et après ?

Ces familles de salariés ont été expulsées parce qu'elles étaient " squatters ".

En effet, elles étaient entrées dans des appartements laissés vides par l'OHSA en 2002 ; elles avaient " squatté " par nécessité, pour mettre leurs enfants à l'abri, les sortir des taudis où ils étaient irrémédiablement. Après jugement, elles devaient payer des indemnités d'occupation de 400 puis 600 euros par mois. C'est dire si leur " squat " n'était pas gratuit et rapportait encore plus qu'un loyer à l'OHSA !

Pour sa part, la famille Y. a cessé de payer ces indemnités au bout de 3 ans, lorsque l'OHSA a refusé l'entente à l'amiable que proposait la préfecture entre la famille et l'Office. Il faut savoir qu'à ces indemnités, supérieures à un loyer sans APL, s'ajoutent les charges.

Autre fait très regrettable : ce lundi, une des deux mères de famille s'est présentée au siège de l'Office pour trouver une solution. La direction de l'Office a appelé la police. Madame Y. a été évacuée sans ménagement par la force publique.

C'est inhumain !

Voilà pourquoi, à l'initiative d'habitants et de jeunes du quartier des Alouettes, nous avons mis sur pied un Comité de soutien aux familles expulsées des Alouettes.

Nous appelons tous leurs voisins, tous leurs amis, tous les jeunes à se réunir avec nous ce mercredi 9 mai à 17 heures.

Pour protéger ces familles et décider ensemble de ce que nous pouvons faire pour qu'elles aient :

Un toit, un bail en HLM !

Rendez-vous devant la Mairie annexe.

Modifié le mercredi 09 mai 2007

Voir aussi dans la catégorie **CCSA Alfortville**



Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Saliariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de loi détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE N'EST EN VOIE DE NOUS REPRESENTER, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

L'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM.... >>
